

- **A R R E T E** N° T-23F057 -
**RÉGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION
SUR LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N° 260**

Le Président du Conseil départemental de l'Orne,

VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,

VU le Code de la Route,

VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et **permettre des travaux de raccordement au réseau « FREE », pour le compte d'AXIANS**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la **RD 260**, hors agglomération,

- **A R R E T E** -

ARTICLE 1er - La circulation générale sera réglementée comme suit sur la **RD 260** du PR 07+530 au PR 07+815 sur la commune de **CHAMPSECRET**, du **16/03/2023 au 28/04/2023 (15 jours pendant la période, entre 08h00 et 18h00, en dehors des week-ends et jours fériés)** :

- **circulation alternée par feux tricolores**, limitation de la vitesse à 50 km/h, dépassement et stationnement interdits ;

ou :

- **neutralisation d'accotement avec fort empiètement voie circulée** suivant le principe de la fiche « **CF 13** » du guide SETRA « signalisation temporaire routes bidirectionnelles (édition 2000) » ; limitation de la vitesse à 70 km/h, dépassement et stationnement interdits ;

En fonction de l'avancement des travaux et en dehors des périodes d'activité du chantier, la signalisation sera maintenue pour la nuit et adaptée aux éventuels dangers à indiquer aux usagers, en fin de semaine pour le week-end la circulation sera rétablie.

ARTICLE 2 - Les prescriptions de l'article 1 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. La mise en place de cette signalisation de police sera assurée par l'entreprise **SARL GATP**, après accord de l'agence des infrastructures départementales du Bocage.

ARTICLE 3 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 5 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télécours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 6 - Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ;

- M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,

- M. le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Orne,

- M. le Directeur de l'entreprise SARL GATP, – 2108 Rue de Beausoleil – 50 800 VILLEDIEU-LES-POÊLES,

ARTICLE 7 - Est destinataire du présent arrêté à titre d'information ;

- M. le Maire de CHAMPSECRET,

Fait à ALENÇON, le 13 mars 2023

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental

et par délégation,
Le Chef de bureau

Raphaël METZGER